

Israël doit relâcher les enfants palestiniens, affirment les Nations Unies

Description

Par Tamara Nassar, 12 mai 2020



Des soldats israéliens arrêtent un garçon palestinien pendant les manifestations contre le plan « Paix pour la prospérité » du président des Etats-Unis Donald Trump, dans le camp de réfugiés d'al-Arroub, près de la ville cisjordanienne de Hébron, le 11 février.

Mosab Shawer APA images

Des responsables des Nations Unies [appellent](#) Israël à relâcher immédiatement tous les enfants palestiniens.

Israël emprisonne de plus en plus d'enfants palestiniens y compris pendant la pandémie de coronavirus.

Fin mars, 194 enfants palestiniens étaient emprisonnés dans les prisons israéliennes. Il y en a encore [actuellement](#) plus de 180.

« C'est plus élevé que le nombre mensuel moyen d'enfants détenus en 2019 », ont affirmé les responsables onusiens.

« De ce total, la grande majorité des enfants n'a pas été condamnée pour un délit quelconque, ils sont retenus en détention préventive ».

A cause de la pandémie, les procédures dans les tribunaux militaires arbitraires auxquels Israël soumet les Palestiniens, y compris les enfants, ont été suspendues.

La déclaration est signée par le coordinateur humanitaire des Nations Unies Jamie McGoldrick, la représentante spéciale de l'UNICEF en Palestine Geneviève Boutin et par James Heenan, chef du bureau des droits humains des Nations Unies en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza occupées.

Rendant la situation encore pire, Israël a interdit presque toutes les visites aux personnes détenues. Cela signifie que les enfants ne peuvent voir leurs familles, ni leurs avocats, ce qui contribue à leur souffrance psychologique et les prive de conseil juridique.

« Les enfants en détention sont confrontés à un risque accru de contracter le COVID-19, la distanciation physique et les autres mesures préventives étant souvent absentes ou difficiles à réaliser », ont déclaré les responsables des Nations Unies.

« La meilleure façon de respecter les droits des enfants détenus pendant une pandémie dangereuse, quel que soit le pays, est de les libérer et de décréter un moratoire sur de nouvelles admissions dans les établissements de détention. »

Soutien d'une députée

Israël a la douteuse distinction d'être le seul pays au monde qui soumet systématiquement les enfants – exclusivement les enfants palestiniens – des tribunaux militaires.

Les députés américains ont dans les années récentes [introduit des lois](#) pour limiter de tels mauvais traitements.

La députée [Betty McCollum](#) a présenté la [HR 2407](#), une loi qui [empêcherait](#) le financement américain aux unités militaires israéliennes impliquées dans les mauvais traitements des enfants palestiniens. Elle allouerait aussi des millions de dollars à l'enquête sur ces mauvais traitements.

<https://twitter.com/BettyMcCollum04/status/1259952541506420736>

« Je soutiens l'UNICEF dans son appel à Israël pour relâcher tous les enfants palestiniens des prisons militaires », a déclaré lundi McCollum.

« Je soutiens @UNICEF dans son appel à Israël pour relâcher tous les enfants palestiniens des prisons militaires. La pandémie de #COVID19 & les mauvais traitements infligés à ces enfants justifient leur libération immédiate. @UNICEFUSA #NoWayToTreatAChild #HR2407 <https://t.co/jp7GYOwdUG> » à BettyMcCollum04 (@BettyMcCollum04) 11 mai 2020

« La pandémie de COVID-19 et les mauvais traitements infligés à ces enfants justifient leur libération immédiate. »

La loi de McCollum a actuellement 23 co-sponsors.

Ignorant les appels

L'appel des Nations Unies fait écho à ceux des groupes de droits humains depuis le début de la pandémie.

Defense for Children International Palestine [Défense des enfants International Palestine] et le groupe de défense des droits des prisonniers Addameer ont tous deux appelé Israël à libérer les enfants palestiniens.

Israël a ignoré ces appels.

En avril, Israël a [arrêté](#) 18 enfants de plus.

Il y a actuellement environ 4700 Palestiniens dans les prisons israéliennes, dont 400 sont dans ce qui est nommé la détention administrative – sans inculpation ni procès –, selon les statistiques compilées par Addameer.

Beaucoup sont placés en quarantaine obligatoire par Israël lors de leur arrestation.

Fin mars, Israël a relâché un prisonnier palestinien de la prison militaire d'Ofer et il a été testé positif au nouveau coronavirus le jour suivant.

Nour al-Deen Sarsour était dans la section 14 de la prison, où il a été détenu avec des dizaines d'autres, rendant probable que beaucoup ont été exposés à l'infection.

Les forces d'occupation israéliennes emprisonnent les enfants palestiniens dans la section 13 voisine.

Israël a continué à punir les détenus palestiniens, en plaçant certains d'entre eux en isolement et empêchant les autres de parler à leurs familles.

Il a ignoré les avertissements des organismes internationaux des droits humains selon lesquels les autorités doivent réduire de manière importante les populations incarcérées dans le monde entier pour combattre la pandémie.

« Maintenant, plus que jamais, les gouvernements devraient relâcher chaque personne détenue sans base juridique suffisante, y compris les prisonniers politiques et d'autres qui sont détenus seulement pour avoir exprimé des opinions critiques ou dissidentes », a déclaré en mars Michelle Bachelet, l'actuelle Haut Commissaire pour les droits humains aux Nations Unies. Un prisonnier palestinien est mort en détention israélienne en avril.

Tamara Nassar est rédactrice adjointe à The Electronic Intifada.

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2020/05/13